

Le député a laissé entendre également que le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Cullen) voulait économiser de l'argent, mais il n'a pu dire au juste pourquoi. Je peux lui répondre parce que le ministre a bien dit hier soir que les épargnes ainsi réalisées serviraient à d'autres programmes plus productifs. C'est la principale raison et celle qui devrait rallier l'appui de la Chambre à ce sujet. Le gouvernement essaie de se débarrasser des profiteurs qui, je le répète, sont une minorité, et d'affecter l'argent ainsi économisé à des fins plus constructives, surtout à la création d'emplois.

Il y a un autre point que je tiens à souligner et je me reporte encore une fois à ce qui était plus ou moins une insinuation, et une insinuation extrêmement dangereuse et insidieuse. Ce même député conservateur a déclaré:

Cette année, durant la récente grève des Postes, 150,000 chèques d'assurance-chômage n'ont pas été réclamés aux centres spéciaux de distribution. Naturellement, le gouvernement est en mesure de l'expliquer.

Le gouvernement peut certainement l'expliquer, monsieur l'Orateur, mais par cette insinuation, le député a mis en doute l'intégrité de milliers de prestataires innocents qui, pour une raison ou pour une autre, et la plupart pour des raisons légitimes, j'en suis certaine, n'ont pas pu aller chercher leur chèque d'assurance-chômage pendant la grève des Postes. J'aimerais donner un exemple de ce que je veux dire. Il est fort possible qu'une grande partie de ces chèques aient été des chèques de prestations de grossesse. Je puis garantir aux députés que si une femme arrive à la fin de sa grossesse, elle ne se promènera pas un peu partout dans Toronto pour essayer de trouver son chèque. C'est tout simplement impossible.

Certains autres chèques étaient peut-être pour des prestations de maladie et, comme le ministre l'a indiqué en réponse à une question à la Chambre, certains d'entre eux étaient peut-être destinés à des gens qui avaient déjà trouvé un autre emploi. Ceux-ci auraient eu droit au chèque, mais comment pouvaient-ils quitter leur nouvel emploi pour aller le chercher?

C'est le genre d'insinuation qui a malheureusement été répandue partout au Canada et cela a contribué et même invité à la haine et à la méfiance.

S'il y a une chose que la philosophie libérale appuie par-dessus tout, c'est la nécessité absolue d'une certaine confiance entre les êtres humains. Je suis très fière de savoir que le gouvernement fédéral pose d'abord des questions, constate les faits et que c'est seulement ensuite qu'il impose des sanctions au besoin. Il est tout à fait injuste et insultant de punir des innocents avant de poser des questions. Ce sont des attaques de ce genre qui ont malheureusement donné une bien mauvaise réputation à ce qui est essentiellement un système valable. A cause de cela, les prestataires légitimes du régime ont presque honte d'admettre qu'ils reçoivent de l'assurance-chômage, même s'ils y ont droit. Très peu de personnes abusent du régime et elles finiront par se faire prendre si nous instaurons des mécanismes de contrôle efficaces. Grâce aux dispositions du bill, beaucoup d'entre eux se feront prendre, mais peut-être pas tous.

Personne, et encore moins le ministre, ne peut prétendre que le système est parfait. S'il n'était pas si bon, il n'y aurait pas autant de gens qui essaieraient d'en profiter. S'il y a des

profiteurs, c'est à cause de la nature de l'homme. Nous devons admettre que certains trichent et faire de notre mieux pour les attraper mais, ce faisant, nous devons éviter de pénaliser les innocents.

Mais il est un autre point du discours du député que les jeunes Canadiens seront, j'en suis certaine, intéressés à analyser. Il y aurait paraît-il aujourd'hui une génération de Canadiens qui ne sont pas motivés à travailler. Voilà bien une déclaration honteuse qui implique que les jeunes de notre pays refusent de travailler et manquent de motivations. Il faudrait interdire de répéter une chose pareille.

Permettez-moi de citer une autre déclaration du député. Il a affirmé que «beaucoup d'entreprises ont extrêmement de mal à trouver du personnel pour les postes offerts». J'aimerais bien savoir à quel type d'emplois le député fait allusion. Récemment, je me suis rendu en personne à un centre de main-d'œuvre de Toronto pour demander si l'on y proposait des emplois. On m'a répondu que oui et j'ai demandé lesquels. On m'a dit qu'il s'agissait d'emplois subalternes. Malheureusement, ce jour-là, les demandeurs d'emplois étaient très qualifiés.

Qu'essayons-nous de faire et quelle est la philosophie des conservateurs dans une situation de ce genre? Devons-nous inciter nos enfants à rester à l'école et à acquérir de plus en plus de diplômes puis, lorsqu'ils auront sacrifié plusieurs années de leur vie à l'étude, devons-nous leur demander d'accepter des emplois de plongeurs? Est-ce là le seul espoir que nous offrons aux jeunes Canadiens?

Une voix: Il n'y a rien de mal à être plongeur.

Mme Appolloni: C'est vrai mais je pense que nous devons nous montrer honnêtes dans toutes nos politiques. Nous n'avons pas le droit d'encourager les jeunes Canadiens à rester à l'école pour y acquérir une éducation très poussée et de susciter chez eux de faux espoirs. Il est du devoir de notre société d'offrir à ces jeunes des emplois qui sauront au moins partiellement les satisfaire. Nous ne pouvons pas nous attendre à ce qu'après avoir passé toutes ces années à s'instruire, en particulier à faire des études supérieures, ils acceptent des emplois de laveurs de vaisselle. C'est absolument inacceptable. D'après ce que je crois être la situation à Toronto ainsi que je l'ai dit, il y a des emplois vacants mais ce sont surtout des emplois très subalternes de laveurs de vaisselle ou de cuisiniers de casse-croûte.

● (1422)

J'aimerais bien que l'opposition exprime plus clairement sa position. Un député de l'opposition a prétendu que le but du gouvernement libéral est d'accroître l'intervention de l'État. D'un côté ce parti nous accuse ainsi d'accroître l'intervention de l'État et de l'autre de ne pas agir suffisamment pour créer des emplois. C'est l'un ou l'autre. Je suis quant à moi plutôt en faveur de la libre entreprise mais je réalise qu'il y a des cas, en particulier dans une économie mixte telle que la nôtre, où le gouvernement doit intervenir. Je ne dis pas qu'il devrait le faire systématiquement mais si le secteur privé manque d'initiative, c'est alors au gouvernement qu'il appartient d'intervenir.